



Intervention FO Jeunes au XXII^e Congrès Confédéral - EXTRAIT

Il n'y a pas de revendications jeunes. Il n'y a pas chez FO de revendications pour les uns que les autres ne sauraient partager. Seulement syndiquer les jeunes aujourd'hui n'est pas chose facile. Le syndicalisme est confronté là à une difficulté capable de peser durablement sur son avenir et notre capacité à construire un rapport de force. Pourtant, s'il y a un syndicat qui dispose aujourd'hui de tous les atouts pour syndiquer les jeunes, c'est bien Force Ouvrière.

Tous les atouts parce que nous ne sommes les suppôts de personne. Ni d'aucun parti, ni d'aucun patron. Nous ne courbons l'échine poliment devant personne. Dans nos discours il n'y a que nous, que nos revendications, et c'est ça qui importe aux jeunes.

Sauf qu'il y a une chose aujourd'hui : les jeunes, ils ont peur. La boule au ventre nous l'avons dès le collège. Si on rate ses études, c'est 46% de chômage, si on réussit et qu'on choisit le bon cursus, il faut trouver un patron pour de l'alternance ou un stage, si on finit par obtenir un diplôme, on commence par du chômage comme 23% des jeunes, puis un CDD ou de l'intérim comme plus de la moitié des jeunes qui travaillent et enfin, à 29 ans, on peut espérer avoir un CDI. Un vrai parcours du combattant !

Mais que les choses soient claires. Hormis quelques sujets très spécifiques, comme les stages, il n'y a aucun problème que les jeunes ne partagent pas avec les moins jeunes. L'emploi précaire ne s'arrête pas d'un coup à 35 ans ! Il y a simplement énormément de jeunes qui connaissent ça et uniquement ça. Et tant qu'on n'a pas de boulot, ou simplement des morceaux de boulots, on ne vit pas, on survit. Et lorsqu'on survit, on restreint le champ de ses préoccupations sur l'essentiel, sur ce qu'il y aura demain dans la gamelle.

Que nous soyons homme, femme, jeune, vieux, qu'on s'appelle Clémence ou Karim, nous partageons tous nos problèmes, mais nous n'avons pas forcément les mêmes priorités.

La force du syndicalisme, la richesse de notre syndicat, c'est de réunir une multitude de militants, d'horizons divers, aux profils variés et de faire de chacune de leurs priorités une revendication collective.

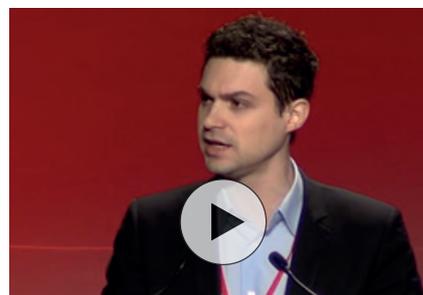
Seulement entrer dans le monde du travail, appréhender les enjeux, se faire une opinion à soi, c'est difficile, il faut du temps. Pensez à l'ampleur du travail syndical, à la quantité d'informations et de revendications que nous produisons. Il est indispensable dans notre communication vers les jeunes de faire un tri sur ce qui est essentiel pour eux.

C'est ce qu'a fait FO Jeunes ! Le cahier « *Agir Pour et avec les Jeunes* » aborde l'ensemble des préoccupations des jeunes. L'accès à l'emploi en CDI et l'accès à l'autonomie sont les deux axes prioritaires d'une jeunesse laissée à l'abandon.

Ce travail, cette démarche centrée sur les jeunes, a vocation à être déclinée à tous les niveaux de notre organisation.

L'engagement, l'engagement syndical, est une grande source de réalisation, d'autant plus que le travail l'est de moins en moins. Les jeunes ne demandent qu'à militer. Participer à une réunion, avoir la possibilité de donner son avis et surtout d'être écouté, c'est quelque chose de rare aujourd'hui ! C'est une réalité chez force Ouvrière !

En ce qui concerne les jeunes, la tendance des responsables politiques c'est plutôt de parler, se préoccuper gravement, promettre beaucoup, écouter peu, culpabiliser pas mal et sur le terrain faire peu de choses, en tout cas rien à la hauteur de la situation.



Etienne Castillo
SNITPECT FO/FO Jeunes

FO

À voir en intégralité sur :
<http://www.force-ouvriere.fr/etienne-castillo-snipect-fo-jeunes>

À voir aussi :
<http://www.force-ouvriere.fr/fabien-reinert-organismes-sociaux-80>
<http://www.force-ouvriere.fr/francois-xavier-montagnac-telecom-59>

On nous parle beaucoup d'apprentissage. Qu'un jeune puisse obtenir une qualification c'est très bien, on peut difficilement être contre. Mais ce n'est pas ce qui préoccupe le gouvernement, surtout que l'apprentissage compte de moins en moins de jeunes sans diplôme. Non, ce qui préoccupe le gouvernement c'est de nous faire croire qu'il agit contre le chômage des jeunes. Avec l'apprentissage. Mais depuis quand la formation crée de l'emploi ? Que ceux qui ont fait de l'apprentissage trouvent un emploi c'est une chose, mais au final il y a toujours autant de chômeurs dans le pays.

Pour créer de l'emploi, on sait déjà ce qu'il ne faut pas. Il ne faut pas de l'austérité, il ne faut pas détruire le service public, il ne faut pas déréguler le droit du travail.

Les jeunes ne veulent pas d'une société où tout se paye individuellement et où les droits se monnaient et dépendent de la charité

des riches et des employeurs. Chez FO nous ne sommes pas pour la charité, nous sommes pour les droits !

Assurer des droits égaux aux citoyens, ça coûte de l'argent. Économiser sur le dos de la République, c'est faire l'économie des droits !

Quand il y a 2 millions de jeunes sans emploi, on ne supprime pas 500 000 postes

dans la fonction publique. Quand y a 2 millions de jeunes sans emploi, on ne repousse pas l'âge de départ à la retraite. Quand il y a 2 millions de jeunes sans emploi, on ne s'attaque pas au dialogue social.

Non, quand il y a 2 millions de jeunes sans emploi, on investit massivement dans l'avenir ! ■

Agir pour et
avec les jeunes

Une réalité pour Force Ouvrière,
Une nécessité pour tous !



ACTION • SOLIDARITÉ • UNIVERSALITÉ

« Ce n'est pas le résultat en soi-même qui est recherché, mais le résultat en soi-même »

FO

**En commande
à la boutique
confédérale ou
à télécharger sur**
[http://www.force-ouvriere.fr/
dossier-agir-pour-
et-avec-les-jeunes](http://www.force-ouvriere.fr/dossier-agir-pour-et-avec-les-jeunes)

La jeunesse a bon dos !

On ne peut pas tout dire. On ne peut pas dire tout et son contraire. On ne peut pas utiliser un mot pour un autre. On peut jouer avec mais pas sur les mots. Car ce qui est vrai pour les mots l'est pour les idées. A trop manier l'hypocrisie et la langue de bois, les responsables politiques perdent les électeurs qui, désorientés, sont tentés par le populisme d'extrême droite et ses simplismes qui brillent comme un phare.

Et il n'y a rien de plus méprisable aujourd'hui que le « élément de langage », cet artifice de communication qui dans sa version bas de gamme actuelle nous donne l'impression d'être pris pour de sombres crétiens. C'est la rigueur plutôt que l'austérité, c'est le « si si, on va faire vachement mieux avec vachement moins », c'est la retraite plus tard parce qu'on vit plus vieux, ce sont les créateurs d'emploi d'un côté et les charges sociales de l'autre ou c'est le coût du travail parce qu'il existe des pays où les gosses bossent pour 1\$. C'est vrai que l'élément de langage n'engage que celui qui l'avale comme dirait l'autre.

La jeunesse est un sacré élément de langage aujourd'hui. C'est bien simple, ce mot c'est comme le coup de baguette « cendrillon », la moindre idée-souillon devient une princesse : on reporte l'âge pour sauvegarder notre système de retraite pour les jeunes, on fait de l'austérité parce qu'il ne faut pas léguer de la dette aux jeunes, on facilite le licenciement des vieux pour faciliter l'embauche des jeunes. La jeunesse a bon dos, mais attention au tic-tac de minuit.

Que l'on se comprenne bien ! La jeunesse – en tout cas celle de Force Ouvrière – ne veut pas qu'on lui facilite l'entrée dans le monde du travail en le rendant tellement pourri que personne ne voudra plus y rentrer. Si d'autres organisations veulent participer à ce démantèlement, qu'elles en assument la responsabilité.

Le président a – entre autre – été élu sur son engagement à améliorer la situation des jeunes. Seulement incapable de trouver une solution, son gouvernement qui se rêvait le héros d'une génération se retrouve désormais, incapable de la « sauver », vexé et amer, à la fustiger, tentant de la rendre responsable de ses propres turpitudes.

Il en va ainsi des chômeurs en général, jeunes et moins jeunes. Et presque personne ne s'insurgera lorsqu'un ministre de l'économie déclarera « si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout de l'autre », laissant entendre ni plus ni moins que les chômeurs sont des feignants, des profiteurs, et qu'ils n'ont finalement que ce qu'ils méritent.

Et le gouvernement et les politiques en général d'en remettre une couche avec ces « 400 000 emplois vacants », sous-entendant par là qu'il faut vraiment le vouloir pour ne pas travailler de nos jours. Nous ne discutons pas ce chiffre – discutable au demeurant –, mais la prééminence et la fréquence de cet argument dans le débat public. Ce rabâchage médiatique, qui sonne d'autant plus fort qu'aucune solution au chômage n'est par ailleurs évoquée, laisse croire que le problème est résolu, à la condition, bien sûr, que les chômeurs acceptent de se « bouger un peu ». Rappelons simplement qu'il y a aujourd'hui en France 4 000 000 de chômeurs, soit 10 fois plus, et qu'une correspondance parfaite entre les emplois et les qualifications, là où elles sont lorsqu'elles existent, est impossible. Rappelons aussi que les chômeurs ne sont pas tous de jeunes célibataires libres comme l'air, que beaucoup d'entre eux ont un conjoint(e) et des responsabilités familiales, ou d'autres types d'attaches, non moins valables.

Voyez-vous, minimiser ces « petites phrases » serait une grave erreur. Au-delà de ce qu'elles traduisent sur l'opinion – ou la non-opinion – majoritaire, elles relèvent, si ce n'est d'une stratégie, d'un mouvement général dans notre

pays, qui par de petits pas, à l'usure, formate les esprits. Un mensonge, partagé par une majorité et répété à l'envie, qui finit par ressembler à une vérité.

C'est en cela que le débat politique français a perdu tout son sens moral. Comment s'imaginer que le chômage puisse être un choix ? Comment dans une société où il faut être « utile », où ne pas participer signifie profiter des autres, comment être cet « assisté » tellement honni plutôt qu'un travailleur convenablement rémunéré ? Et quand bien même il existerait de pareils cas, ils relèvent sans doute plus d'un abandon, d'un découragement, que d'un choix.

Quel que soient les raisons et la logique de telles déclarations, guidées par le cynisme, l'amertume, le mépris ou la stupidité, elles font de la défiance vis-à-vis du pouvoir politique – entendue comme une exigence absolue de respect des valeurs qui fondent notre République – un devoir.

Cette défiance, vécue et caricaturée comme l'irresponsabilité, l'infantilisme, l'inconséquence, le conservatisme, l'aveuglement, l'insouciance, l'entêtement, l'immobilisme, l'incompréhension, résumons, la bêtise d'une population qu'il faut – à en juger par leur façon de faire – gouverner pour elle malgré elle, n'est autre qu'une alerte. Un appel à changer une politique inefficace. Un appel à rompre avec l'austérité et à bâtir une croissance inclusive, car sans cet épithète, la croissance ne vaut rien. ■

¹ Le taux d'emploi vacants était de 1% en France fin 2014, pour une moyenne en Europe de 1,6% et un taux de 2,7% en Allemagne, Source Eurostat.

² Une croissance génératrice d'emplois, Organisation Internationale du Travail, Discussion récurrente sur l'objectif stratégique de l'emploi, 2014.